

STRATÉGIE HEBDOMADAIRE Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 17 OCTOBRE 2025

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA
Stratège en chef du marché

Une pointe d'inquiétude

« Il existe de nombreux types de risques, mais la volatilité est peut-être le moins redoutable d'entre eux. »

– Howard Marks

Le fil conducteur : Après des mois de calme relatif, la volatilité est revenue sur les marchés ces derniers jours, en réaction à l'escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine. Les investisseurs réussissent-ils à contenir l'inquiétude qui pointe ou celle-ci ne fera-t-elle que s'accroître? Nous faisons le point sur quelques-unes des grandes préoccupations des investisseurs et sur la mesure dans laquelle elles sont justifiées.

C'était une nuit un vendredi après-midi sombre et agité

Alors que le calme aurait dû régner à la veille de la longue fin de semaine, les marchés boursiers ont plongé vendredi après-midi, même s'ils avaient passé la majeure partie de la matinée dans le vert. C'est un message du président américain Donald Trump publié sur les réseaux sociaux qui a provoqué la dégringolade : il a annoncé que des tarifs douaniers substantiels seraient bientôt imposés à la Chine et indiqué qu'il ne voyait pas la nécessité de se rendre à la rencontre avec le président chinois Xi Jinping prévue début novembre. Ce message a remis la guerre commerciale à l'avant-scène. Le billet du président Trump répondait directement à l'avis que la Chine a donné jeudi, dans lequel elle annonçait qu'elle élargirait considérablement le contrôle des exportations de plusieurs terres rares et de produits intermédiaires. Les piques et les menaces d'actions indirectes de la part des deux pays ont attisé la nervosité des acteurs sur le marché malgré les propos plus modérés tenus pendant la fin de semaine qui ont entraîné un rebond partiel en début de semaine.

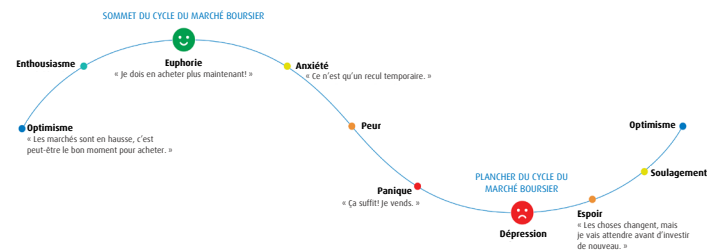
La tendance vous aide – jusqu'à ce que ce ne soit plus le cas

Nous avons déjà écrit au sujet de la propension des investisseurs à minimiser les éventuels sursauts du marché lorsqu'il suit une tendance résolument haussière. Quand tout va bien et que les cours montent, l'attention se focalise sur un avenir lointain. Toutefois, un imprévu peut rapidement la ramener au moment présent, en laissant poindre des inquiétudes qu'on avait commodément ignorées pour les prendre en considération plus tard.

C'est ce qui s'est passé cette semaine. Pendant des mois, les principaux indices boursiers ont fait fi d'une pléthore de facteurs préoccupants (p. ex., répression de l'immigration, nouvelles politiques commerciales, réorientation géopolitique et politique, inflation rigide) pour atteindre de nouveaux sommets. Ces rendements solides ont été alimentés par des données fondamentales positives : économies mondiales résilientes, recul de l'inflation (par rapport à la flambée post-pandémie de 2021 et de 2022), dépenses de consommation des ménages meilleures que prévu et baisses des taux des banques centrales. Curieusement, les choses ont

été si positives pendant si longtemps que les participants commençaient à être un peu nerveux; ils se demandaient si l'enthousiasme s'était transformé en euphorie (voir le graphique) et redoutaient ce qui finirait « forcément » par arriver. Ce malaise croissant à l'égard de la durabilité du marché haussier a joué un rôle de catalyseur dans ce qui semble être une réaction exagérée à un simple message sur les réseaux sociaux.

Investissement et émotions



Source : Hays Advisory (2025)
Ce graphique est un exemple et ne représente pas le rendement d'un placement réel.
Aux fins d'illustration seulement.

L'inquiétude est-elle temporaire ou bien installée?

Lorsqu'on donne libre cours à ses inquiétudes, un grand nombre d'éléments préoccupants qui avaient été relégués au rang d'événements ponctuels refont surface pour former un méli-mélo inextricable. Pendant les périodes de hausse, une vision à long terme prévaut généralement. Mais lorsqu'autant de préoccupations s'accumulent, il est difficile d'y voir clair. À notre avis, il est beaucoup trop tôt pour s'inquiéter, malgré l'agitation qui a régné lors des dernières séances boursières. Vous trouverez ci-dessous notre point de vue sur quelques-unes des préoccupations les plus médiatisées, ainsi que les indicateurs fondamentaux que nous surveillerons et qui contribueront à tracer la voie à suivre.

Inquiétude n° 1 : Les investissements dans l'IA vont-ils continuer?

– Même si la construction de centres de données et les fournisseurs de services infonuagiques à très grande échelle ont suscité beaucoup d'enthousiasme, de nombreuses autres sociétés qui contribuent à l'IA ou qui en bénéficient méritent d'être prises en considération (*Perspectives stratégiques hebdomadaires – L'IA au-delà du cycle des dépenses en immobilisations*). Des robots aux véhicules autonomes, en passant par les applications dans le secteur de la santé et la fabrication, de nombreuses technologies et une mise à niveau exceptionnelle des réseaux et des infrastructures seront nécessaires pour appuyer la quatrième révolution industrielle. En fait, la construction de nouvelles infrastructures a toujours été excessive (chemins de fer, câbles sous-marins, téléphones cellulaires, capacité Internet 1.0). *Cette abondance est rarement inutile pour les utilisateurs, mais elle peut s'avérer problématique pour les constructeurs, car la surcapacité finit par faire baisser les prix et augmenter l'utilisation.* Cela dit, il y a des éléments à démêler et à analyser alors que l'activité se poursuit à un rythme de plus en plus frénétique :

- Jusqu'à présent, une grande partie des investissements dans l'IA a été financée grâce aux liquidités d'entreprises très rentables. Récemment, une série d'investissements croisés complexes a été réalisée; on a vu émerger de nouveaux instruments d'investissement et des mécanismes innovants de financement provenant du vendeur et de financement par actions, tandis que de nouveaux bailleurs de fonds ont procédé à des prises fermes de titres d'emprunt hors bilan. Il sera difficile, mais nécessaire, de suivre le financement et de s'assurer qu'il demeure raisonnable.
- **Du fait de leurs ententes de financement de plus en plus étroitement liées, les très grandes sociétés deviennent-elles trop importantes pour faire faillite,** surtout que l'administration Trump cherche à réduire les obstacles réglementaires et à encourager l'innovation rapide, et semble favorable aux fusions de grande envergure?

Ce que nous surveillerons : Jusqu'à présent, les bilans demeurent impeccables, les marges sont généreuses et les dispositions de la loi OBBBA apportent un soutien. Nous surveillerons les signes de détérioration dans ce volet (comme tous les analystes de Wall Street) et nous poserons probablement beaucoup de questions pour avoir une meilleure idée du niveau de financement hors bilan, de la dette, des contrats établis et les carnets de commandes pour les périodes à venir.

Inquiétude n° 2 : Les consommateurs peuvent-ils continuer à propulser l'économie?

– Selon les estimations de l'outil GDPNow de la Réserve fédérale d'Atlanta, la croissance du produit intérieur brut (PIB) s'est établie à 3,8 % au troisième trimestre. Cette croissance est en partie attribuable à la volonté et à la capacité des consommateurs de continuer à dépenser, en particulier les 10 % les plus fortunés, qui sont responsables d'environ la moitié de toute la consommation. La capacité et la volonté de continuer à dépenser dépendent à la fois de la situation d'emploi et de la richesse ressentie. L'effet de richesse lui-même est lié à l'appréciation des propriétés et aux gains du marché, qui sont de toute évidence non négligeables pour ceux qui profitent des uns ou des deux. Alors que les taux d'accession à la propriété ont diminué aux États-Unis et au Canada au cours des dernières années, la participation au marché a augmenté. Un récent sondage Gallup montre que près des deux tiers des ménages américains détiennent des actions, ce qui représente un sommet historique!

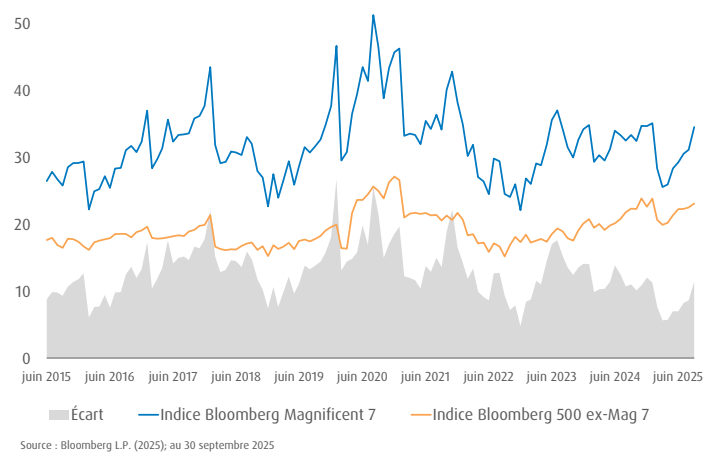
Ce que nous surveillerons : Au Canada, la consommation s'avère un peu plus vigoureuse que prévu au début de l'année. Les plans de dépenses présentés par le gouvernement du premier ministre Mark Carney pourraient empêcher la croissance du PIB canadien de diminuer. Aux États-Unis, par contre, certains signes montrent que les tensions s'accroissent et que le pessimisme gagne du terrain. En raison de la paralysie du gouvernement, la publication de données sur l'emploi

complètes sera irrégulière. Il faudra donc redoubler d'efforts pour évaluer les progrès. D'autres sources de données, comme le nouvel indice que la Réserve fédérale de Chicago publie aux deux semaines, donneront un aperçu de la tendance. Les commentaires des banques, et les bénéfices des sociétés de biens de consommation et de vente au détail devraient également apporter des renseignements utiles. Nous surveillerons de près la réintégration des fonctionnaires en congé ou licenciés, car cela pourrait avoir des répercussions sur les prestataires de services et les entrepreneurs.

Inquiétude n° 3 : Politique commerciale – Malgré le récent choc très médiatisé provoqué par la Chine, les négociations entre les États-Unis et ses deux principaux partenaires commerciaux, le Canada et le Mexique, se déroulent plutôt bien. Le bloc nord-américain représente 500 millions de personnes et 30 % du PIB mondial. Il est important de bien connaître l'état de ces relations : L'an dernier, le Canada a importé des États-Unis des biens d'une valeur de 350 milliards de dollars. Cela représente 150 % de plus que le montant total des achats COMBINÉS de la Chine et du Royaume-Uni. Les grandes lignes des accords commerciaux avec d'autres régions clés ont été définies, ce qui dissipe en partie le flou qui a régné durant la première partie de l'année!

Ce que nous surveillerons : Nous surveillerons les progrès ou la détente entre les États-Unis et la Chine ainsi que l'avancement de la renégociation de l'ACEUM.

Inquiétude n° 4 : Les valorisations sont élevées – Certes, les ratios de bénéfices ont augmenté, mais c'est aussi le cas des marges, des bénéfices et des mesures de productivité. Souvenez-vous que *les valorisations ne tuent pas un marché haussier et ne relancent pas un marché baissier*; les titres peuvent rester mal évalués bien plus longtemps qu'on pourrait le penser d'après les données fondamentales (ou les antécédents). Les sociétés peuvent également se mettre au niveau de leurs valorisations en accélérant leurs bénéfices, comme l'ont fait les sept magnifiques au cours des dernières périodes.

Ratio cours/bénéfice prévisionnel

Comme l'indiquait notre mise en garde dans des articles précédents (p. ex., *Perspectives stratégiques hebdomadaires – La chasse aux baisses*), **les valorisations excessives peuvent attiser la volatilité des marchés en cas d'événements imprévus. Vendredi a illustré cette observation à la perfection.** Les indices de titres à forte croissance axés sur les technologies sont ceux qui ont le plus reculé (le Nasdaq a cédé près de 4 %). De plus, les placements les plus spéculatifs ont fait l'objet de ventes encore plus importantes : trois milliards de dollars en bitcoin ont été liquidés après la clôture du marché et Bloomberg a noté le dénouement de plus de 130 milliards de dollars en cryptomonnaies les plus risquées au cours des 72 heures qui ont suivi!

Ce que nous surveillerons : La période de publication des résultats a commencé, portant les prévisions globales de croissance à environ 8 %. Au cours des prochaines semaines, nous verrons toutes sortes de plans de dépenses en immobilisations et d'expansion, des hausses ou des réductions des effectifs, des projets de fusions, les modalités pour absorber les tarifs douaniers, des cas d'utilisation de l'IA, etc.

La bonne vieille volatilité est de retour

Évidemment, nous n'avons abordé qu'une poignée des nombreuses inquiétudes qui se manifestent et qui sont susceptibles d'attiser la volatilité pendant quelque temps. Nous pensons bien sûr à la paralysie du gouvernement (en particulier aux milliers de travailleurs mis à pied et aux répercussions sur les fournisseurs et les entrepreneurs), aux déficits astronomiques des États et à la concentration continue des indices boursiers. Pourtant, la volatilité n'est pas un risque en soi lorsque les données fondamentales demeurent solides. Nous pensons qu'un grand nombre de tendances qui ont soutenu le marché jusqu'à présent sont suffisamment bien établies pour rester favorables. En considérant la volatilité comme une simple fluctuation des cours plutôt que comme une fatalité ou une rupture structurelle, on peut l'utiliser à des fins constructives dans la gestion des portefeuilles.

N'oubliez pas que les manchettes n'ont pas pour objectif de vous rassurer sur vos choix de placement (ou de vie). Elles visent à générer des clics (c.-à-d. une activité qui rémunère les créateurs et les annonceurs). La volatilité fait partie intégrante des placements, surtout quand les inquiétudes pointent ou apparaissent au grand jour. Un plan pour surmonter la volatilité (ou, mieux encore, en tirer parti) apporte une perspective positive.

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

Cette semaine

Les tensions commerciales se poursuivent – La Chine traite et raffine plus de 90 % des éléments des terres rares (ÉTR) du monde en minéraux critiques utilisés dans tout, des téléphones intelligents aux appareils ménagers en passant par les chasseurs furtifs F-35 et les missiles. À la fin de la semaine dernière, la Chine a élargi ses restrictions relatives aux ÉTR, portant à 12 le nombre total de pays touchés par les restrictions commerciales depuis l'annonce initiale en avril. L'élargissement de la politique du gouvernement chinois risque également de compliquer la tâche aux pays occidentaux désireux d'externaliser la fabrication de leurs produits contenant des ÉTR, dans la mesure où le ministère du Commerce (MOFCOM) a déclaré que tout produit fabriqué à l'étranger contenant des ÉTR désignés provenant de Chine pourrait être assujéti aux contrôles à l'exportation de la Chine si ces intrants représentent 0,1 % ou plus de la valeur du produit. Ces mesures reflètent les outils extraterritoriaux de contrôle à l'exportation des États-Unis conçus pour empêcher les produits fabriqués au moyen de technologies ou d'équipement américains d'être commercialisés par des entités chinoises désignées. Les exportations d'équipement de traitement, de technologie et de savoir-faire du secteur des ÉTR, ainsi que d'aimants permanents, seront également assujétiées à des approbations et à des permis. La Chine a imposé des contrôles à l'exportation sur les batteries au lithium, les matériaux d'anode, le graphite artificiel et les technologies connexes, et annoncé des mesures de rétorsion à l'égard des navires liés aux États-Unis en réaction aux frais portuaires imposés par les États-Unis sur les navires chinois. Les investisseurs devront déterminer si la décision de la Chine est une tactique de négociation en prévision d'une rencontre potentielle entre les présidents Trump et Xi à la fin du mois ou un autre pas dans la spirale descendante des relations entre les États-Unis et la Chine.

La Réserve américaine (Fed) poursuit son cycle de réduction des taux

– Mardi, le président de la Fed, Jerome Powell, a prononcé un discours à la National Association for Business Economics, qui portait sur le bilan de la Fed, un sujet que certains pourraient, selon lui, comparer à un rendez-vous chez le dentiste. Dans la foulée de la pandémie de COVID-19, la Fed a commencé à acheter énergiquement des titres du Trésor et des titres adossés à des créances hypothécaires (TACH) émis par des agences. Après ce choc majeur sur le système financier mondial, la Fed s'est servie de son bilan pour restaurer la liquidité, ce qui a contribué à faciliter l'accès au crédit pour les ménages et les entreprises tout en maintenant un plafond sur les taux d'intérêt. Pour la période de deux ans terminée en mars 2022, la Fed a acheté pour environ 4 600 milliards de dollars d'actifs afin d'éviter un resserrement indésirable des conditions financières et de réduire le risque de baisse pour l'économie. Depuis juin 2022, la Fed s'est engagée dans un resserrement quantitatif, permettant aux titres du Trésor et aux titres adossés à des créances hypothécaires de venir à échéance et de sortir du bilan, ce qui réduit la taille de ce dernier. Les dirigeants de la Fed surveillent activement les réserves bancaires pour s'assurer qu'elles demeurent abondantes, mais pas excessives, soit le moment où le resserrement quantitatif prendra fin. Ce moment pourrait être proche. En ce qui concerne l'économie dans son ensemble, M. Powell a déclaré que peu de choses avaient changé depuis la réunion de septembre du Federal Open Market Committee. Le marché de l'emploi a quelque peu ralenti, les risques pour l'emploi sont orientés à la baisse, l'inflation demeure élevée, car les tarifs douaniers exercent des pressions à la hausse sur les prix des biens, et les services de logement continuent de faire l'objet d'une désinflation. La dissonance au niveau du double mandat ouvre la voie à un changement de politique vers un niveau plus neutre si les conditions actuelles perdurent.

L'emploi au Canada a été plus solide que prévu – L'emploi au Canada a progressé de 60 400 en septembre, ce qui est nettement supérieur aux attentes d'un modeste gain, et a en grande partie annulé la très grande faiblesse observée le mois précédent. Malgré cette belle progression, le taux de chômage est resté stable, à 7,1 %, en hausse de 0,4 % par rapport à il y a un an. Ce rapport solide est le bienvenu après les fortes baisses des deux mois précédents. L'économie canadienne continue de faire du surplace en attendant que la situation commerciale se clarifie. Pour la Banque du Canada (BdC), le ralentissement du marché de l'emploi au cours de l'été a été l'un des principaux facteurs ayant justifié la réduction des taux en septembre. Ce facteur n'est plus à l'avant-scène et, à moins que l'IPC (le 21 octobre) ralentisse considérablement, les solides données sur l'emploi laissent entrevoir une pause à la réunion d'octobre.

Les dépenses de consommation sont plus élevées que prévu au Canada

– Les données du deuxième trimestre sur la répartition de la consommation, de la richesse et de l'épargne des ménages montrent que chaque quintile de revenu, des plus pauvres aux plus riches, a fortement contribué au rebond étonnamment vigoureux de la consommation au cours d'un trimestre marqué par le pic d'intensité de la guerre commerciale. En effet, tous les groupes ont profité de la hausse des revenus (malgré la baisse de l'emploi), de l'augmentation de la richesse dans un contexte de hausse des marchés boursiers et de la réorientation des fonds destinés aux voyages aux États-Unis, qui ont diminué de près d'un tiers cette année. *Malgré leur faible confiance, les ménages de toutes les tranches de revenu font leur part pour soutenir l'économie canadienne. Cela témoigne d'une certaine durabilité de l'expansion, qui, selon nous, a légèrement repris au troisième trimestre.* Même si les fondations sont un peu chancelantes, la consommation personnelle sera alimentée par des politiques budgétaires et monétaires plus expansionnistes au cours des prochains mois.

L'optimisme des petites entreprises américaines demeure faible

– Cette semaine, la National Federation of Independent Business (NFIB) a publié les résultats de son sondage mensuel auprès des membres. En septembre, les données de l'indice d'optimisme des petites entreprises ont chuté à 98,8, alors que les prévisions consensuelles de Bloomberg s'élevaient à 100,6. Il s'agit de la première baisse de l'indice en trois mois, en réaction à l'incertitude croissante des répondants. Sur les 58 % de répondants au sondage cherchant à embaucher, 88 % ont déclaré être incapables de trouver de la main-d'œuvre qualifiée; les coûts de la main-d'œuvre demeurent une préoccupation majeure. Le nombre de sociétés ayant observé une contraction de leurs ventes a dépassé celui des sociétés ayant observé une croissance à la suite de la baisse continue des dépenses de consommation. L'incidence de la paralysie du gouvernement sera prise en compte dans le rapport du mois prochain.

JPMorgan annonce une nouvelle initiative de crédit – Plus tôt cette semaine, JPM a annoncé une initiative sur 10 ans de 1 500 milliards de dollars baptisée « Initiative de sécurité et de résilience ». Le plan concentrera les activités de crédit et les investissements dans quatre domaines clés (divisés en 27 sous-secteurs) : la chaîne d'approvisionnement et la fabrication de pointe, la défense et l'aérospatiale, l'indépendance et la résilience énergétiques, et les technologies pionnières et stratégiques. La banque effectuera également des investissements directs pouvant atteindre 10 milliards de dollars pour aider à financer des sociétés dans ces secteurs essentiels de l'économie. Dans un communiqué de presse, le chef de la direction de JPM, Jamie Dimon, affirme que les États-Unis sont devenus

« trop dépendants de fournisseurs non fiables de minéraux critiques, de produits et de services de fabrication », ce qui a créé une menace à la sécurité nationale. JPMorgan estime que le moment est bien choisi pour investir, car la politique américaine favorise le renforcement de la chaîne d'approvisionnement et la modernisation des infrastructures.

La semaine prochaine

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le gouvernement américain est toujours fermé et il y a très peu de mouvements de part et d'autre vers une réouverture. La publication de nombreux ensembles de données clés continuera donc d'être retardée. La seule exception : l'IPC de septembre sera publié vendredi afin de fournir une base pour diverses hausses qui y sont liées relativement au coût de la vie. Le Canada, quant à lui, publiera une foule de statistiques sur de nombreux sujets, allant de la confiance des entreprises aux ventes des secteurs du commerce de détail et de la fabrication.

Lundi 20 octobre – Indicateurs économiques avancés aux États-Unis | IPP et enquête de la BdC sur les perspectives des entreprises au Canada

Mardi 21 octobre – IPC au Canada

Jeudi 23 octobre – Demandes initiales hebdomadaires de prestations d'assurance-emploi et ventes de maisons existantes aux États-Unis | Ventes au détail et dans le secteur manufacturier au Canada

Vendredi 24 octobre – IPC provisoire de septembre, indices préliminaires S&P des directeurs d'achat des secteurs des services et de la fabrication et confiance des consommateurs aux États-Unis | Indice des prix des logements neufs au Canada

Fiche des données au 15 octobre 2025

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 15 octobre 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
S&P 500	6 671	1,8 %	14,6 %	25,0 %	26,3 %	-18,1 %
NASDAQ	22 670	2,1 %	18,0 %	29,6 %	44,7 %	-32,5 %
DOW	46 253	1,7 %	10,2 %	15,0 %	16,2 %	-6,9 %
Russell 2000	2 520	5,2 %	14,2 %	11,5 %	16,9 %	-20,5 %
S&P/TSX	30 637	2,6 %	26,6 %	21,7 %	11,8 %	-5,8 %
MSCI EAEO	10 143	0,6 %	25,5 %	3,8 %	18,2 %	-14,5 %
MSCI Marchés émergents	743	0,0 %	29,4 %	7,5 %	9,8 %	-20,1 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Bloomberg U.S. Aggregate		0,2 %	7,0 %	1,3 %	5,5 %	-13,0 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,1 %	6,2 %	0,6 %	4,1 %	-12,5 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,4 %	7,7 %	2,1 %	8,5 %	-15,8 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,6 %	7,2 %	8,2 %	13,4 %	-11,2 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,1 %	4,5 %	0,9 %	4,5 %	-4,7 %
Bloomberg Canada Aggregate		0,4 %	3,1 %	4,0 %	6,5 %	-11,3 %
Bloomberg Canada Treasury		0,5 %	2,4 %	2,9 %	5,0 %	-9,9 %
Bloomberg Canada Corporate		0,3 %	4,4 %	6,9 %	8,2 %	-9,5 %
Rendement des obligations d'État						
	15 octobre 2025	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2024	2023	2022
Bon du Trésor américain 10 ans	4,03 %	4,15 %	4,15 %	4,57 %	3,88 %	3,88 %
Obligation Canada 10 ans	3,12 %	3,18 %	3,18 %	3,23 %	3,11 %	3,30 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,54 %	4,70 %	4,70 %	4,56 %	3,53 %	3,66 %
Bund allemand 10 ans	2,57 %	2,71 %	2,71 %	2,36 %	2,02 %	2,57 %
Obligation Japon 10 ans	1,65 %	1,64 %	1,64 %	1,09 %	0,61 %	0,41 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 15 octobre 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Indice USD	98,79	-0,2 %	-8,9 %	7,1 %	-2,1 %	8,2 %
CAD-USD	0,71 \$	-0,3 %	2,4 %	-7,9 %	2,3 %	-6,7 %
Bitcoin	111 177,01 \$	-2,8 %	18,6 %	120,5 %	157,0 %	-64,3 %
Or	4 207,48 \$	4,7 %	60,3 %	27,2 %	13,1 %	-0,3 %
Pétrole (WTI)	58,27 \$	-1,1 %	-18,8 %	0,1 %	-10,7 %	6,7 %

* Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000^{MD} (« Russell 2 000^{MD} »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000^{MD}.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

ⁱ Graphique : La détention d'actions est élevée aux États-Unis, mais inégalement répartie | Statista

ⁱⁱ Balado BMO Marchés Plus animé par Daryl White

ⁱⁱⁱ A \$131 Billion Crypto Crash Has Traders Fearing Lasting Damage – Bloomberg